

LIBRES COURS
POLITIQUE

L'entreprise Macron

B. Dolez, J. Fretel et R. Lefebvre (dir.)

PUG

Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.)

L'entreprise Macron

PUG

Les auteurs

Lorenzo Barrault-Stella est chargé de recherche en sociologie politique au CNRS. Il est membre du CRESPPA à l'Université Paris 8. Ses recherches portent sur la fabrique et la réception des politiques publiques, les processus de politisation et les rapports dits « ordinaires » à l'État. Il a récemment publié avec P.E. Weill (eds.), *Creating target publics for welfare policies* (Springer International Publishing, 2018) ; avec A. Spire le dossier « Quand les classes supérieures s'arrangent avec le droit » (*Sociétés contemporaines*, 108, 2017) ; avec le Collectif SPEL, *Les sens du vote*, (PUR, 2016).

Pierre-Yves Baudot est professeur de sociologie à l'Université Paris-Dauphine et chercheur à l'IRISSO (UMR CNRS 7170). Au croisement de la sociologie politique et de la sociologie de l'action publique, ses travaux portent sur les politiques du handicap en France depuis les années 1970 et les mobilisations du droit et des droits dans la conduite des politiques publiques. Il a notamment publié (coord. avec Anne Revillard), *L'État des droits. Politiques des droits et pratiques des institutions* (Presses de Sciences Po, 2015) ainsi que « Layering Rights. The case of disability policies in France (2006-2016) » (*Social Policy and Society*, vol. 17, n° 1, 2018).

Clémentine Berjaud est maître de conférences en science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Ses travaux portent sur les réceptions des discours politiques et des campagnes électorales par les citoyens, en les réinscrivant plus largement dans l'analyse des rapports au politique et au vote. Ses recherches ont notamment été publiées dans « *Cinq sur cinq, mi Comandante!* » *Contribution à l'étude des réceptions des discours politiques télévisés* (Daloz, 2016). Elle a également participé au Collectif SPEL, *Les sens du vote, Une enquête sociologique (France 2011-2014)* (PUR, 2016).

Jonathan Bocquet est doctorant au sein du laboratoire Triangle de l'ENS Lyon et enseigne à la faculté de science politique de l'université Lumière

Lyon 2. Il est engagé dans une thèse portant sur les effets de l'impératif participatif sur les partis politiques à travers une enquête sur le Grand Lyon.

Marie-Victoire Bouquet est post-doctorante au Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP) et s'intéresse à la gestion publique et associative des populations vulnérables. Depuis octobre 2016, ses travaux portent notamment sur les modalités de la participation politique des personnes en situation de handicap.

Pierre Bréchon est professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble qu'il a dirigé de 2002 à 2005, chercheur au laboratoire PACTE (unité mixte de recherche : IEPG/CNRS/UGA). Il travaille sur la sociologie des valeurs et de l'opinion, sur les comportements électoraux, les attitudes politiques et religieuses en France et en Europe, sur la méthodologie des enquêtes quantitatives et qualitatives. Il dirige les collections Politique en Plus et Libres cours Politique aux Presses universitaires de Grenoble.

Rafaël Cos est post-doctorant en science politique au CERAPS (université de Lille). Sa thèse portait sur les mobilisations programmatiques au Parti socialiste. Il a récemment publié « Dénoncer le programme. Les logiques du désengagement électoral au révélateur des privatisations du gouvernement Jospin » (*Revue française de science politique*, 68/2, 2018) et, avec Nicolas Bué, « Les partis de gauche sont-ils frappés d'obsolescence programmatique ? », in Gaxie D., Pelletier W. (coord.), *Que faire des partis politiques ?* (Éditions du Croquant, 2018).

Safia Dahani est doctorante en science politique au Laboratoire des sciences sociales du politique (LaSSP) à l'IEP de Toulouse et ATER à l'IEP d'Aix-en-Provence. Elle prépare actuellement une thèse sur les dirigeants des partis politiques de droite en s'intéressant aux filières de recrutement, aux luttes des sous-cultures d'organisation et à la professionnalisation des organisations partisans.

Bernard Dolez est professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Ses recherches portent plus particulièrement sur les institutions politiques nationales et locales, les règles électorales et leurs effets, et les comportements électoraux.

Jean-Michel Eymeri-Douzans est professeur de science politique à Sciences Po Toulouse, chercheur au LaSSP. Il est spécialiste des institutions et des processus de gouvernement, en France et dans une perspective comparée en Europe. Il a récemment proposé une grande enquête sur les entourages et cabinets d'élus.

Julien Fretel est professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (CESSP). Il est notamment spécialiste des partis politiques et de l'engagement militant. Nombre de ses travaux ont porté sur la droite et le centre en France. Il prépare par ailleurs un ouvrage sur les courriers adressés au président de la République.

Christelle Gris est docteure en sociologie et chercheuse associée au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Ses travaux portent principalement sur le métier politique. Elle est notamment l'auteure d'une thèse sur la contribution des conjointes d'élus à la carrière politique.

Annie Laurent est directrice de recherche émérite CNRS au CERAPS (Centre de recherches administratives politiques et sociales à l'Université de Lille). Ses recherches portent prioritairement sur l'analyse des systèmes électoraux et de leurs effets, et sur les comportements électoraux.

Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université de Lille, est chercheur au CERAPS. Ses travaux portent sur les partis (les primaires et le PS notamment), le pouvoir local, la démocratie participative et les mobilisations électorales.

Patrick Lehingue est professeur de science politique à l'Université de Picardie Jules Verne et chercheur au CURAPP-ESS. Auteur d'un manuel sur *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux* (La Découverte, 2011), il a récemment codirigé *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique* (Septentrion, 2016) et *Comprendre le Social dans la durée. Les études longitudinales en sciences sociales* (PUR, 2018).

Pierre Leroux est docteur en science politique, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Catholique de l'Ouest (Nantes et Angers), chercheur au laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051). Il a notamment publié avec Philippe Riutort *La politique sur un plateau* (PUF, 2013) ; et dirigé avec F. Hourmant et M. Lalancette, *Selfies & stars. Politique et culture de la célébrité en France et en Amérique du nord* (PUR, 2019).

Vincent Martigny est maître de conférences en science politique à l'École Polytechnique, chercheur au laboratoire interdisciplinaire de l'X (LinX), et chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). Il a publié récemment : « À gauche, la fin de la synthèse social-démocrate », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017* (Presses de Sciences Po, 2017), et *Dire la France. Culture(s) et identités nationales (1981-1995)* (Presses de Sciences Po, 2016).

Sébastien Michon est chercheur CNRS rattaché au laboratoire SAGE à l'Université de Strasbourg. Ses travaux portent sur la sociologie du personnel du champ politique français et du champ de l'Eurocratie.

Michel Offerlé, professeur émérite à l'École normale supérieure, est spécialiste des partis politiques et des groupes d'intérêt. Il a publié plusieurs ouvrages sur le patronat ces dernières années et, récemment, la neuvième édition des *Partis politiques* (PUF, 2018).

Philippe Riutort est professeur de chaire supérieure en sciences sociales au lycée Henri IV (Paris) et chercheur associé au Laboratoire Communication et Politique (IRISSO/CNRS). Il a notamment publié (avec Pierre Leroux) *La politique sur un plateau* (PUF, 2013).

Sylvie Strudel est professeure de science politique à l'Université Panthéon-Assas, directrice adjointe du Centre d'études constitutionnelles et politiques (EA 162 Paris II) et directrice du M2 recherche Études politiques. Elle est par ailleurs chercheuse associée au CEVIPOF et au Centre Marc Bloch de Berlin. Elle a publié récemment « Emmanuel Macron : un oxymore politique ? » dans Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif* (Presses de la FNSP, 2017) et avec Vitiello T. *et al.*, « Dynamiques de campagne et choix des candidats » (*RFSP*, vol. 67/6, 2017).

8

Éric Treille est chercheur associé à l'Arènes (Université de Rennes – EHESP – CNRS). Ses travaux portent sur les partis politiques, les mobilisations électorales et la communication politique. Il a notamment codirigé avec Rémi Lefebvre *Les primaires ouvertes : un nouveau standard international?* (Septentrion, 2019) et *Les primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation* (PUR 2016).

Introduction générale

La science politique mise au défi par Emmanuel Macron

BERNARD DOLEZ, JULIEN FRETTEL, RÉMI LEFEBVRE

C omme la plupart des commentateurs, journalistes, acteurs politiques, etc., les politistes, dans leur grande majorité sans doute, n'ont longtemps pas cru possible la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017. Ces paroles de politistes, glanées dans les couloirs des universités ou ces propos que nous avons nous-mêmes tenus sur des scènes plus ou moins académiques, en disent long sur la légèreté avec laquelle cette hypothèse a été considérée: « Il n'ira pas au bout », « Personne ne le connaissait il y a quelques mois », « Il n'est jamais passé sous les fourches caudines du suffrage universel », « Il n'a pas de parti, on ne peut pas gagner la première fois et sans organisation partisane », « Qui va financer sa campagne? », « Il est trop jeune, ce n'est pas viable », « Dépasser le clivage gauche-droite ça n'a jamais marché », « Le centrisme à la présidentielle ça ne mène à rien », « Avec qui va-t-il gouverner? », « La bulle Macron va exploser »...

Jusqu'à janvier 2017 et la dite « affaire Fillon » qui a bouleversé la donne d'une campagne déjà imprévisible (pour la première fois sous la Cinquième République, le président sortant ne se représentait pas), l'incrédulité est de mise. Rien, en apparence, ne semble déjouer le scénario d'une alternance gauche-droite devenue quasi-automatique et que laisse d'ailleurs augurer le succès considérable de la primaire de droite (quatre millions de participants au second tour). Le bipartisme, certes déjà affaibli, semble protégé par le rempart du scrutin majoritaire et ses effets amplificateurs. En quelques mois, Emmanuel Macron constitue pourtant un mouvement qui rencontre une vraie adhésion dans la société française alors que les politistes sont quasi

unanimes à diagnostiquer une « crise de l'engagement » partisan (Frettel, 2017). L'ex-ministre est parti à la conquête de la fonction présidentielle en devenant le chef, l'effigie et le produit d'une organisation créée *ad hoc* (plus *top down* que *bottom up*), En Marche!, au sein de laquelle la foi dans le leader tient à l'évidence lieu d'adhésion militante (Lefebvre, 2018). Plus de 170 000 adhérents sont revendiqués dès février 2017. La sociologie des partis n'a-t-elle pourtant pas montré que les organisations partisans relèvent *normalement* d'une institutionnalisation lente, d'un enracinement sociétal progressif, d'une entrée graduée dans le champ politique... ? Au final, les deux « partis de gouvernement » ne réunissent qu'un quart des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle. Le duopole partisan explose à travers ce que la presse nomme « un 21 avril au carré ». Lorsqu'Emmanuel Macron est élu président de la République, c'est avec le même scepticisme que les politistes envisagent la perspective d'une majorité aux élections législatives pour En Marche! Comment un si jeune mouvement peut-il bien investir en quelques semaines des centaines de candidats sur tout le territoire français?¹ Le groupe La République en Marche (LaREM) obtient finalement une large majorité dans la nouvelle Assemblée nationale (308 députés) sans même l'appui du MoDem. L'effet d'entraînement de la présidentielle sur la compétition législative, systématique depuis 2002, avec notamment la mise en place du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, joue à plein (quels que soient le président élu et l'état du jeu partisan). Alors que la science politique documente depuis plusieurs années un phénomène d'hyperprofessionnalisation de la politique² en décrivant un monde politique de plus en plus fermé, les élections législatives sont marquées par un renouvellement sans précédent du personnel politique depuis les débuts de la Cinquième République. Plus de la moitié des ministres du gouvernement n'ont par ailleurs jamais été élus. Les ministres d'origine parlementaire ne représentent qu'un peu plus de 40 % des gouvernements Philippe I et II, « niveau sans équivalent depuis un siècle et demi » (Haegel, Rozenberg, 2018).

1. Emmanuel Macron lui-même n'y croit pas ou feint d'y croire. Il déclare à Angers le 28 février 2017, parlant de lui : « Mais est-ce que quelqu'un peut penser raisonnablement que, élu président, il aura une majorité présidentielle uniquement avec son parti ? Moi je n'y crois pas. Non seulement ça n'est pas possible, mais ça n'est pas souhaitable, parce que ce serait un hold-up! ».

2. Un des résultats majeurs de la récente étude de Julien Boellaert, Sébastien Michon et Étienne Ollion (2017) indiquait, à la veille des élections législatives de 2017, un allongement constant de la carrière politique avant l'entrée au Palais Bourbon...

Penser le changement

« Big bang », « chamboule tout », « décomposition-recomposition », « réinitialisation » du système politique et partisan, « rupture historique avec le bipartisme »... Le dernier cycle électoral de 2017 (élections présidentielle et législatives) a été à juste titre présenté comme une déstabilisation majeure de la vie politique et du système partisan³. Ce surgissement politique défie les « lois » des temporalités politiques classiques et de l'accumulation des ressources. Il déstabilise les routines interprétatives de la science politique. Le bouleversement à l'œuvre amène inévitablement à repenser une série de notions et de catégories d'analyses portant entre autres sur les campagnes électorales, la production et la promotion des programmes des candidats, des partis politiques et leur prépondérance, des électeurs et leurs stratégies, du militantisme et, bien sûr des élites. La science politique est ainsi confrontée à une « irrégularité sociologique » qui doit conduire ses chercheurs à remettre sur le métier leurs questionnements non seulement pour analyser le plus concrètement possible les conditions de cette irruption partidaire, mais aussi pour comprendre ce que cette entrée imprévue dans le jeu politique de la Cinquième République est venue révéler de manière plus structurelle.

C'est une des ambitions de cet ouvrage où sont convoquées et sollicitées une multitude d'approches et de sous-disciplines de la science politique dans le but de croiser et de fertiliser les regards, bref de résoudre cette énigme que la victoire d'Emmanuel Macron et l'avènement d'un « nouveau monde » constituent. On l'aura compris, l'objectif de ce recueil est de contribuer à une forme de renouvellement en mettant la science politique *au défi* de l'analyse d'une entreprise qu'elle n'avait pas vraiment anticipée ni même, chez d'aucuns, tout simplement imaginée. Quelles ont été les conditions de possibilité de ce changement et les conditions de félicité de cet improbable succès? Comment une trajectoire politique aussi fulgurante que celle d'Emmanuel Macron a-t-elle pu conduire ce dernier à l'Élysée? Comment l'ordre partisan et électoral ancien a-t-il pu s'effondrer? Comment un nouvel ordre a-t-il pu si vite émerger (sans préjuger sa durabilité...)?

3. Pour Peter Mair (2007), il y a changement dans le système de parti quand la majorité habituelle est éliminée, quand de nouveaux systèmes d'alliance sont noués et quand un profond renouvellement du personnel politique se produit. En 2017, ces trois séries de phénomènes se sont produites *en même temps*. La situation est-elle comparable à 1958? Oui mais le nouveau pouvoir gaulliste n'avait pas de majorité parlementaire au départ ou, du moins, elle était très composite. Ou comparable à 1962? Oui mais le général de Gaulle n'était pas alors un outsider. En 2017, il n'y a pas eu de changement de régime!

Penser la continuité et l'ordre

Les sciences sociales sont méfiantes à l'égard des changements radicaux qui cachent souvent des phénomènes de transformation progressive d'ordre incrémental. S'il faut penser l'événement Macron et le changement dans sa soudaineté et sa singularité, il convient aussi de se prémunir de tout « excès de vitesse » comme nous y incite Jean-Claude Passeron (1987). Il faut aussi se garder de toute « illusion héroïque » (Dobry, 2009). Ce que montre la somme des analyses ici constituée, c'est que le macronisme, comme le giscardisme avant lui, est une dialectique de la rupture et de la continuité, de l'ordre et du désordre, du neuf et de l'ancien, du contingent et du structurel. Derrière la labilité, la rigueur commande de ne pas négliger la stabilité.

Emmanuel Macron a mis en crise le système politique⁴ et l'a subverti mais son surgissement est aussi le produit d'une crise de légitimité politique profonde et ancienne et d'une crise structurelle des partis politiques, beaucoup plus fragiles qu'on le pensait sans doute, et de leur décomposition accélérée après les primaires ouvertes. Cette procédure de désignation (Lefebvre, Treille, 2017) est censée sécuriser la place des partis dominants (elle est présentée à droite comme la présélection du futur président de la République) mais elle a contre toute attente, rouvert le jeu et fluidifié la conjoncture électorale. Le candidat « disruptif » n'a pas à lui seul fait « turbuler⁵ » le système politique. Sa victoire procède aussi d'éléments contingents tels que la défection de François Hollande – même si le candidat Macron développe une stratégie d'empêchement à son endroit –, les difficultés du candidat de droite donné gagnant jusqu'à janvier et la radicalisation induite par les doubles primaires ouvertes à droite (Dolez, 2017) puis, à gauche, qui ont conséquemment offert davantage d'espace que d'habitude au centre. Le désistement quasiment forcé en sa faveur d'un François Bayrou démuné de forces partisans constitue une autre opportunité qui n'a pas forcément été anticipée. On ne peut ainsi que suivre Pierre Martin pour qui l'élection présidentielle est un « accélérateur de transition⁶ », dans un contexte où le système partisan paraît à bout de souffle.

4. « La poutre travaille encore » s'amuse d'ailleurs son Premier ministre, Édouard Philippe (*Les Échos*, le 17 juin 2018).

5. Pour reprendre une expression de Jean Pierre Chevènement qui s'y essaya avec moins de succès en 2002.

6. Pierre Martin, « La présidentielle 2017, accélérateur de transition », *The Conversation*, 10 mai 2017.

Il ne faut pas non plus surestimer l'ampleur de sa victoire qui n'est éclatante qu'au deuxième tour de l'élection présidentielle. Au regard de sa base électorale de premier tour (18,5 % des inscrits au premier tour)⁷ comme du degré de conviction dans les urnes⁸ (Rouban, 2018), la légitimité d'Emmanuel Macron est d'emblée fragile. Selon Sylvie Strudel, il a comblé « un vide plus qu'une attente ». Il fait partie, avec Jacques Chirac en 1995 et en 2002, des trois présidents de la République qui, sur la base du premier tour, ont obtenu une base électorale inférieure à 20 % des électeurs inscrits (Perrineau, 2018). Il est élu au deuxième tour avec 66,1 % des voix, ce qui équivaut à 46,6 % des inscrits étant donné le fort taux d'abstention (avec 11,5 % de votes blancs et nuls). Il a bénéficié massivement du vote utile, de la menace du Front national et de la *logique de confirmation* d'élections législatives qui ont battu des records d'abstention. Désormais la séquence électorale décisive, tous les cinq ans, se joue à quatre tours mais tout a dépendu du premier où Emmanuel Macron a attiré moins d'un électeur sur cinq. Sa victoire est ainsi riche (et grosse) de contradictions. Il faut analyser l'érosion rapide de sa popularité et la « crise » qui semble frapper l'entreprise macroniste à partir de juin 2018, soit un an après la conquête du pouvoir, (affaire Benalla, démission de Nicolas Hulot et de Gérard Collomb, critique de la pratique du pouvoir, mobilisation dite des « gilets jaunes » en décembre 2018...) à l'aune de cette faible légitimité initiale. Le macronisme semble inexorablement suivre la pente descendante de popularité des présidences précédentes.

On peut faire valoir d'autres éléments de continuité. Le candidat « disruptif » et du « renouvellement⁹ » est le (pur) produit d'un système élitaire, maintenant ancien, celui de la technocratie dominante converti au libéralisme. Le candidat transgresse les lignes de clivage et propose un discours « et de gauche et de droite » qui n'est pas nouveau (Le Digol, 2018) mais moins en inventant une offre électorale radicalement nouvelle qu'en opérant un subtil braconnage doctrinal, hybride de libéralisme culturel et de libéralisme économique, à bonne distance tant de ce qu'il nomme la « culture du statut » de la gauche que du conservatisme sociétal de la droite, bien

7. Les candidats « centristes » peinent souvent au premier tour alors que leur probabilité d'être élu est forte au deuxième.

8. Emmanuel Macron coagule et agrège des votes utiles et par défaut multiples, « et de gauche et de droite ». La structure de sa popularité s'est décentrée à droite depuis son élection.

9. Le « renouvellement » est « le cœur de la promesse » (discours d'Emmanuel Macron, Dijon, le 23 mars 2017).

incarnée par François Fillon¹⁰. Son auto-définition et son positionnement (« et de gauche et de droite ») ont été facilités par la configuration électorale et les attaques dont il a fait l'objet : Emmanuel Macron est étiqueté « de gauche » par François Fillon et labellisé « de droite » par Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. Mais le candidat s'inscrit aussi assez explicitement dès la campagne dans le référentiel néolibéral des politiques publiques et dans l'antienne de la critique de la « société bloquée » (Michel Crozier). Par conséquent, son positionnement peut être lu comme le dernier avatar de « l'idéologie dominante », disséquée par Pierre Bourdieu et Luc Boltanski dès la fin des années 1970. À ce sujet, Rafaël Cos¹¹ analyse le corpus idéologique macronien dont les grandes lignes dominent le champ des politiques publiques depuis les années 1980 (« un projet réformateur continu »). L'image d'Emmanuel Macron s'est d'ailleurs rapidement droitisée au pouvoir. Une enquête du CEVIPOF en mai 2018 établit que sur une échelle de 0 (très à gauche) à 10 (très à droite), les enquêtés classent en moyenne le président de la République à 6,7. C'est donc plus son style que sa posture idéologique qui est nouvelle. Le macronisme n'est peut-être qu'« un saint-simonisme pratique¹² » requalifié dans la grammaire épistocratique contemporaine¹³.

Si Emmanuel Macron met en cause le « vieux monde », il s'appuie par ailleurs aussi sur les règles du jeu de « l'ancien », présidentiel notamment. Il brocardait en 2011 dans la revue *Esprit* le « spasme présidentiel » (Macron, 2011) qui saisit tous les cinq ans la vie politique mais s'est révélé à tout le moins pragmatique à mesure que l'élection présidentielle s'est approchée et se rallie à une symbolique de la verticalité qui n'est en rien « disruptive ». Emmanuel Macron construit son entreprise de conquête sur les ressources institutionnelles classiques du régime et la logique du *winner takes all* que

14

10. Emmanuel Macron se situe dans la continuité d'autres entreprises centristes précédentes. De nombreux commentaires ont comparé macronisme et giscardisme. On peut aussi soutenir l'idée que le macronisme est un « bayrouisme » qui a réussi... Mais si le macronisme est un « centrisme », il vient cette fois-ci de la gauche (ce qui est plus inédit).

11. Rafaël Cos, « L'homme qui a fait du neuf avec du vieux », *Le Monde*, 26 mai 2017.

12. Voir Michel Offerlé, « Le gouvernement Philippe ou l'espéranto de l'entreprise », 23 mai 2017. Sur cette inspiration saint-simonienne, voir aussi Jean-Noël Jeanneney (2017). Publiée en 1819, en pleine restauration monarchique, « la parabole » appelle de ses vœux le remplacement d'une classe politique de « l'ancien monde », dépeinte comme seulement motivée par le maintien de ses avantages acquis, par une nouvelle génération d'élus issus de la société civile et du monde économique.

13. Par épistocratie, on peut entendre une nouvelle forme de gouvernement dépolitisé et des compétences qui confie la conduite des affaires aux experts. Voir Alexandre Viala, « Le macronisme ou le spectre de l'épistocratie », *Le Monde*, 19 octobre 2017.

l'inversion du calendrier législatif/présidentiel a accentuée. Un de ses conseillers, Gilles Finchelstein (2017), écrit : « le fond du phénomène Macron, c'est la revanche de l'esprit de la Cinquième République sur le système des partis, la rencontre d'un homme et d'un peuple, sans médiation et ce, sur la base d'un mouvement tout juste né ». Le candidat invoque lui-même régulièrement le général de Gaule : « Si être populiste, c'est parler au peuple sans passer par le truchement des appareils, je veux bien être populiste. De ce point de vue, le général de Gaulle l'était¹⁴ ». Pour l'historien du pouvoir exécutif Nicolas Rousselier (2017), son élection marque donc bien « un processus de régénérescence des institutions de la Cinquième République ».

Cette façon de conquérir avec et contre les institutions se retrouve également dans son rapport aux partis politiques existants. Emmanuel Macron s'est construit contre le Parti socialiste (PS) mais aussi largement avec lui. En Marche! s'est beaucoup appuyé sur les réseaux socialistes et sur des notables roses (mais aussi parfois oranges ou bleus) reconvertis, tout en stipendiant la politique comme « profession réglementée » et le vieux *cursus honorum*. En dépit de ses diatribes anti-partisanes, il s'est appuyé (comme tout candidat) sur une organisation politique sans doute moins hétérodoxe qu'elle semble apparaître. Au-delà de la rhétorique managériale qu'il faut prendre au sérieux et de la façade organisationnelle participative d'En Marche!, ne s'agit-il pas avant tout d'un parti de gouvernement dont on constate aujourd'hui qu'il traverse une crise de gouvernance semblable à celle des formations concurrentes? Ou est-on face à une forme de parti personnel¹⁵ ou de club de mobilisation électorale (démonétisé après la conquête du pouvoir) qui n'est pas sans faire penser à certains phénomènes partisanes de la fin du XIX^e siècle (les premiers comités électoraux)?¹⁶

Le renouvellement élitair a été incontestable lors des élections législatives de 2017. En ce sens, le succès d'En Marche! et de celui qui en porte les initiales sonnent bien la fin d'une ère. Mais la sélectivité sociale des députés

14. *Le Journal du Dimanche*, 19 mars 2017.

15. Selon Marc Lazar, La République en marche est un « parti personnel », créé pour et par un leader, tout comme, en Italie, Forza Italia avec Berlusconi et le Mouvement Cinq Étoiles autour de Beppe Grillo. Voir Brizzi, Lazar, 2017.

16. La République en Marche peine en tout cas à constituer un vivier d'élites dans lequel le président de la République pourrait puiser. Les difficultés rencontrées par Emmanuel Macron pour remanier le gouvernement en octobre 2018 en attestent. La crise des « gilets jaunes » a montré la faiblesse que pouvait constituer l'absence d'un véritable parti politique sur lequel l'exécutif pourrait prendre appui.

n'a jamais été si forte et l'élitisation du personnel politique si prononcée¹⁷. Emmanuel Macron est lui-même, à l'instar de ses députés, un outsider surdoté en ressources. Il apparaît comme un « *maverick* » pour reprendre l'expression du politiste Robert R. Barr (2009) qui désigne par là un franc-tireur, un « membre de la structure de pouvoir établie qui rompt avec elle de l'intérieur ». L'électorat macroniste est enfin inédit mais il est composite et peut-être s'apparente-t-il à un agrégat fragile ou provisoire. Faut-il vraiment liquider le clivage gauche-droite ? Sur 100 électeurs, ayant choisi Emmanuel Macron au second tour de la sélection présidentielle, 36 se positionnent à droite, 40 à gauche et 20 au centre (vague 15 de l'enquête électorale 2017 du CEVIPOF). Au total, tout se passe comme si le macronisme, par-delà la rhétorique disruptive et la monstration symbolique de la nouveauté, confortait l'ordre politico-idéologique. La science politique doit sans doute se garder de congédier elle-même certains de ses fondamentaux...

L'entreprise Macron

Nous proposons de regrouper les phénomènes analysés autour de la notion d'*entreprise Macron*. Elle nous semble à la fois suffisamment englobante, pertinente et heuristique pour deux séries de raisons. Entreprendre c'est mettre en œuvre un projet nécessitant des efforts et la réunion de moyens. Force est de constater qu'Emmanuel Macron a beaucoup et vite entrepris et que, s'il a été aidé par la conjoncture et la faiblesse des entreprises concurrentes, il a réuni en un temps record un ensemble considérable de ressources (organisationnelles, politiques, administratives, médiatiques, militantes, financières, électorales, etc.). L'ouvrage s'attache à analyser et reconstituer la rationalité politique qui a permis cette accumulation. L'entreprise, rappelons-le, est une notion sociologique centrale, Max Weber la considérant comme une action continue en finalité¹⁸. Ensuite parce que le macronisme est marqué

16

17. On observe aussi, avec le remaniement ministériel opéré en octobre 2018, « une parlementarisation en marche du macronisme » (Haegel, Rozenberg, 2018). Plus de la moitié de la douzaine d'entrants sont d'anciens députés et sénateurs. À l'exception de trois secrétaires d'État, tous les nouveaux membres du gouvernement sont des élus. L'exécutif cherche désormais par ailleurs à rassurer le « vieux monde » des élus locaux. Le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, promu au perchoir, en septembre 2018, se donne pour mission d'être « le président des champs » (*Le Monde*, 15 octobre 2018).

18. Schumpeter considère quant à lui l'entrepreneur comme un agent innovateur temporaire...

par une vision entrepreneuriale de la politique, de la mobilisation partisane, de l'action publique, de la vie en société et qu'il fait place au sein de ses élites (parlementaires, ministérielles, etc.) à un profil relativement nouveau en politique. L'entreprise privée et la culture d'entreprise constituent une référence centrale à la fois de son discours et de sa conception de l'organisation politique (la *start-up nation*, la disruption, le processus de destruction créatrice, etc.). Son discours à VivaTechnology, le 15 juin 2017, en témoigne: «Je veux que la France soit une “nation start-up”, ce qui veut dire à la fois une nation qui travaille avec et pour les start-ups et une nation qui pense et bouge comme une start-up». La référence à l'entreprise est aussi centrale dans les systèmes de valeurs des «marcheurs»¹⁹.

Cet ouvrage collectif s'attache, dans un premier temps, à la campagne électorale et à *la victoire improbable d'un candidat surdoté*. La deuxième partie part à *la recherche des électeurs d'Emmanuel Macron* tandis que le troisième s'attache aux *élites, cadres, militants* de l'entreprise. L'ouvrage s'attache ainsi à la fois au moment électoral qui a marqué l'avènement de l'entreprise Macron mais aussi à son devenir. Il est le résultat de deux journées d'études organisées en janvier 2018, qui prenaient le risque de l'analyse à chaud, quelques mois seulement après les élections présidentielles donc, par le CESSP (Centre européen de sociologie et de science politique) de l'Université Paris 1 et le CERAPS (Centre d'études et de recherche administrative, politique et sociale) de l'Université de Lille. Que ces laboratoires et leur personnel administratif soient ici remerciés pour leur soutien et leur aide matérielle. Pour donner plus de cohérence à l'ensemble et élargir l'analyse, nous avons sollicité des collègues qui n'ont pas participé à ces journées. Merci aussi à eux.

19. Le think tank Terra Nova a réalisé en juin 2018, avec l'aval de la direction du parti, une enquête approfondie auprès de 8 800 marcheurs, sélectionnés pour leur représentativité. Publiée en octobre 2018, elle établit leur très haut niveau d'instruction (80 % sont diplômés du supérieur), ce qui est sans comparaison avec les moyennes des autres partis. Les cadres du privé et professions libérales constituent le groupe central. Sur la base des réponses données aux questions économiques et sociétales, cinq grandes sensibilités au sein de LaREM sont dégagées: les «progressistes libéraux», les «progressistes égalitaires», les «conservateurs libéraux», les «modérés conservateurs» et les «eurodubitifs».

Table des matières

Les auteurs	5
Introduction générale. La science politique mise au défi par Emmanuel Macron	9
BERNARD DOLEZ, JULIEN FRETTEL, RÉMI LEFEBVRE	
Penser le changement	11
Penser la continuité et l'ordre	12
L'entreprise Macron	16

Première partie

La victoire improbable d'un candidat surdoté

271

Introduction	21
RÉMI LEFEBVRE	
« C'est aussi notre créature ». Emmanuel Macron et le PS entre logiques de positionnement et instrumentalisation tactique	27
ÉRIC TREILLE	
De la loyauté à la prise de distance	29
« De Mélenchon à Macron ».....	29
Un allié du président de la République	30
En Marche!, un microparti satellite pour le PS	33
De l'émancipation à la rupture	34
Une démission banalisée du gouvernement Valls	34
Le danger Montebourg devant la menace Macron	35
Un « test » pour contrecarrer la candidature de Manuel Valls	36
Conclusion	38

De la dénégation du programme à la baisse de la fiscalité du capital. Aspects de la mobilisation programmatique d'En Marche !	39
RAFAËL COS	
« Donc on a sorti un "Ceci est un programme" »	40
Une mobilisation programmatique interne au champ du pouvoir	44
Programmer le néolibéralisme depuis Bercy	48
Emmanuel Macron, une increvable bulle médiatique et sondagière ?	53
PIERRE LEROUX, PHILIPPE RIUTORT	
Une « fabrication » médiatique ?	55
Un communicant hors pair(s)	57
Une « bulle » qui n'éclate pas	59
L'enjeu et le mouvement. Comment les acteurs du handicap ont structuré l'organisation d'En Marche !	65
PIERRE-YVES BAUDOT, MARIE-VICTOIRE BOUQUET	
Une campagne apparemment sans enjeu pour les associations	66
Une pénurie d'idées neuves	67
La génération 2005 aux avant-postes	68
En Marche ! disruptée par la campagne	69
Marcheuses et marcheurs en concurrence	70
À la recherche du bon interlocuteur	72
L'ajustement chaotique des stratégies de campagne	73
Le temps des ressources	73
Le recadrage sectoriel des revendications associatives	75
« Les patrons » ou « des patrons » avec Emmanuel Macron. Capitaux entrepreneuriaux et capital politique	79
MICHEL OFFERLÉ	
Emmanuel Macron et les patrons	81
Des patrons avec Emmanuel Macron	84
Des entrepreneurs en politique	87
Le système Collomb au service d'Emmanuel Macron	93
JONATHAN BOCQUET	
Entre convergences idéologiques et intuition d'un entrepreneur politique, l'engagement d'un leader local	93
Le laboratoire lyonnais, précurseur du macronisme?	94
La dévitalisation de la fédération socialiste	95
La machine Collomb au service d'Emmanuel Macron et la conversion en ressources LaREM	96

Le retour sur investissement politique.....	99
L'étiquette En Marche! pour les fidèles de Collomb aux élections législatives.....	100
Les rétributions symboliques et politiques du soutien de Collomb à Macron.....	101

Deuxième partie

À la recherche des électeurs d'Emmanuel Macron

Introduction	107
BERNARD DOLEZ	
L'électorat Macron : un précipité composite à l'avenir incertain	111
PIERRE BRÉCHON	
Un électorat assez favorisé, mais pas aussi typé que d'autres.....	114
Des orientations idéologiques très diversifiées.....	115
Le camp du président, en forte progression et largement en tête au premier tour législatif.....	120
Une large majorité présidentielle au second tour législatif.....	122
Le devenir du précipité macroniste du cycle électoral de 2017 reste incertain.....	122
De la campagne à la présidence Macron : vers la fin du « en même temps » ?	127
VINCENT MARTIGNY, SYLVIE STRUDEL	
Une campagne disruptée et disruptive.....	128
Un vote et de gauche, et de droite, et du centre ?.....	132
Le progressif déporté à droite du président Macron.....	136
Pour ne pas conclure.....	137
« Le » vote Macron : un vote de classe qui s'ignore comme tel ?	139
PATRICK LEHINGUE	
Les votes Macron au premier tour de la présidentielle.....	141
Quelques attributs sociaux apparemment peu discriminants.....	142
Les positions dans la hiérarchie sociale, comme véritables prédicteurs des votes Macron.....	144
D'une élection à l'autre : dilatation politique et contraction sociale.	
« L'électorat » législatif de LaREM.....	151
Les électors : des constructions fragiles.....	155
Législatives : un raz-de-marée LaREM ?	157
BERNARD DOLEZ, ANNIE LAURENT	
Premier tour : LaREM et le jackpot de l'abstentionnisme différentiel.....	161
Une abstention socialement différenciée.....	161

Une abstention politiquement différenciée	163
Une abstention géographiquement différenciée	164
Second tour : LaREM, victime de l'effet « <i>humble the winner</i> »	165
Annexe : modèles	172

**L'instabilité des soutiens populaires à Emmanuel Macron.
Les usages fluctuants de bulletins de vote Macron et LaREM
dans un quartier populaire en 2017**

LORENZO BARRAULT-STELLA, CLÉMENTINE BERJAUD, SAFIA DAHANI

Distance sociale, critiques, et rares soutiens au premier tour de l'élection présidentielle	176
Emmanuel Macron entre méconnaissance et critiques généralisées en milieux populaires	176
Des soutiens rares et distinctifs dans les fractions stables des classes populaires au premier tour de l'élection présidentielle	177
Des votes contraints	180
Un dégoût politique à gauche : voter contre Marine Le Pen	180
Dispositions à droite et résignations au second tour	181
Érosion et renouveau de soutiens populaires sur le temps court	182

Troisième partie
Élites, cadres, militants

Introduction

JULIEN FRETTEL

Comment ça marche ? La forme partisane du macronisme

JULIEN FRETTEL

Un nouveau projet partisan	190
Une démocratie confisquée	192
Quel paradigme partisan ?	196

**Le technocrate et le président. Réflexions sur Emmanuel Macron
et la haute administration**

JEAN-MICHEL EYMERI-DOUZANS

Le Technocrate-Président par excellence	202
Un président des technocrates ?	204
Un président très politique envers la haute administration	206
Un président qui accélère la « politisation fonctionnelle » des hauts fonctionnaires	213

L'entreprise chevillée au corps. L'entrée d'une « société civile » entrepreneuriale à l'Assemblée	217
SÉBASTIEN MICHON	
L'entrée massive de novices en politique	220
Élite économique et bonne volonté entrepreneuriale	224
Les députés En Marche ! issus du Parti socialiste. Sociologie d'une migration partisane	229
RÉMI LEFEBVRE	
Les ressorts d'une migration partisane	230
Effets conjoncturels et structurels	230
L'ambiguïté stratégique du PS	232
Des professionnels de la politique en reconversion	234
Les députés sortants	235
Les élus locaux	236
Des novices proches de la politique	238
Les novices amateurs	239
Des novices aguerris à la politique	239
La mise en marche des « entrepreneurs de soi ». Les ressorts de l'engagement local dans une « start-up politique »	243
CHRISTELLE GRIS	
Un habitus gestionnaire fortement intériorisé : la circulation des militants dans les mondes managériaux	246
Des marcheurs en ascension sociale	249
Conclusion	252
Bibliographie	255